



HORIZON MEDIATION

Siège social : 57 bis rue Pothier
97 460 SAINT-PAUL

N° Siret : 795 366 897

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS *Sur les Comptes de la Période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023*

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

2

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS *Sur les Comptes de la Période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023*

A l'Assemblée Générale de l'association **HORIZON MEDIATION**,

1 - Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **HORIZON MEDIATION** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association **HORIZON MEDIATION** à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit : nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance : nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3 – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **Subventions des organismes financeurs** : en nous appuyant sur les conventions signées entre l'association **HORIZON MEDIATION** et les financeurs, nous nous sommes assurés de l'évaluation des subventions d'exploitation, des subventions à recevoir, des produits constatés d'avance ainsi que des fonds dédiés ;

- **Charges d'exploitation** : nous nous sommes assurés, par sondage, que les charges de l'association HORIZON MEDIATION, notamment les frais de personnel et les frais généraux, étaient conformes à l'objet social de l'association et au budget voté par l'Assemblée Générale.

4 - Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux membres de l'association **HORIZON MEDIATION** sur la situation financière et les comptes annuels.

5 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier.

6 - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

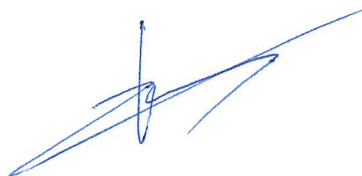
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la

collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

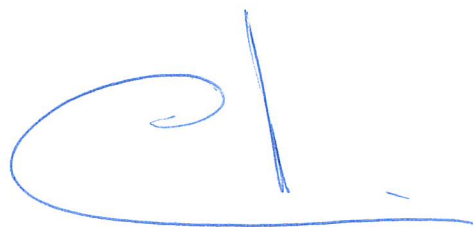
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sainte Clotilde, le 08 mars 2024

Le Commissaire aux comptes
Commissariat et Audit – 3A



Jean – Pierre GRANET
Responsable technique - Associé



Hervé CHARLANES
Président - Associé



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	449	449		
Immobilisations corporelles				
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	12 867	10 654	2 213	3 327
Immobilisations financières				
<i>Autres immobilisations financières</i>	950		950	950
Total I	14 266	11 103	3 163	4 277
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	5 281	4 884	397	87
<i>Autres créances</i>	74 404		74 404	68 133
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	167 471		167 471	144 684
<i>Charges constatés d'avance</i>	301		301	50
Total II	247 456	4 884	242 573	212 955
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	261 722	15 987	245 736	217 232
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				



Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	163 086	140 347
Excédent ou déficit de l'exercice	30 970	22 739
Situation nette (sous-total)	194 055	163 086
Total I	194 055	163 086
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	101	101
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 122	2 204
Dettes fiscales et sociales	36 703	38 319
Autres dettes	1 302	2 439
Produits constatés d'avance	11 453	11 083
Total IV	51 680	54 146
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	245 736	217 232

(1) Dont à plus d'un an (a)	
Dont à moins d'un an (a)	51 680
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	101
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

Compte de résultat



	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	3 949	2
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	10 083	10 484
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	278 339	263 245
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	158	60
Total I	292 529	273 791
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	57 524	54 009
Impôts, taxes et versements assimilés	905	802
Salaires et traitements	159 711	154 684
Charges sociales	40 907	43 127
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 979	2 923
Autres charges	1 156	23
Total II	263 182	255 567
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	29 347	18 224
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	1 712	712
Total III	1 712	712
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	1 712	712

Compte de résultat



	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	31 059	18 936
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		5 652
Total V		5 652
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		1 848
Sur opérations en capital	89	
Total VI	89	1 848
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-89	3 803
Total des produits (I+III+V)	294 241	280 155
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	263 271	257 416
EXCEDENT OU DEFICIT	30 970	22 739

Annexe



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : HORIZON MEDIATION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 245 736 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 30 970 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

* Présentation de l'association :

Horizon Médiation est une association créée en août 2013 et en activité depuis janvier 2014 dont le conseil d'administration est composé de cinq membres.

Trois médiatrices familiales et une coordinatrice administrative travaillent à temps-plein, au sein de l'association.

Son siège social est situé 57bis rue Pothier à Saint Paul.

Les trois médiatrices familiales reçoivent sur rendez-vous, du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures mais également, en dehors de ces horaires voire le samedi matin, selon les disponibilités des usagers notamment des enfants:

- A Saint Paul, au siège social,
- Au Port, dans un bureau de la mairie annexe SIDR,

Elles ont également la possibilité d'organiser des séances de médiation familiale en distanciel et visioconférence.

L'accueil téléphonique se fait de 8 heures à 17 heures.

Le public peut aussi joindre l'association par mail ou grâce au site internet.

* Activités de l'association:

L'activité principale de l'association est la médiation familiale.

C'est l'unique association ayant cette mission dans l'Ouest de La Réunion.

Horizon Médiation assure un service de proximité aux Réunionnais.

La Médiation Familiale est une démarche volontaire, sur initiative personnelle ou sur orientation du Juge aux Affaires Familiales.

La médiation familiale peut être considérée comme un dispositif alternatif aux procédures judiciaires.

C'est un espace neutre permettant, en présence d'un tiers médiateur, d'instaurer un dialogue portant sur l'ensemble des problèmes sur le lien social et familial.

A tout moment d'un conflit, il n'est jamais trop tard pour résoudre un différend ou un malentendu.

* Les objectifs de la Médiation Familiale sont:

- Parler des malentendus, des conflits,
- Apaiser les tensions,

Règles et méthodes comptables

- Renouer le dialogue dans un climat de confiance et de respect mutuel,
- Créer, recréer, préserver ou rétablir les liens familiaux,
- Prendre en compte les besoins, les intérêts et les valeurs de chacun.

Cadre sécurisant – Confidentialité – Neutralité – Impartialité- Autonomie et Indépendant

* Le public concerné :

La médiation familiale s'adresse à:

- Des parents vivant une séparation, un divorce, un éloignement.
- Des parents séparés ou divorcés et familles recomposées ayant des problèmes dans l'organisation des modalités d'exercice de l'autorité parentale et/ou dans l'entretien à la contribution à l'entretien et l'éducation des enfants (CEEE).
- Des membres d'une famille ayant des difficultés de communication, sont concernés:
 - les couples,
 - les grands-parents (rétablir le lien avec les petits-enfants),
 - les fratries mécontentes liées au règlement d'une succession, désaccord concernant le placement d'un parent en perte d'autonomie).
- Le public est orienté par:
 - Les Tribunaux d'Instance,
 - La CAF,
 - Les antennes de justice: Maisons de Justice et du droit, points d'accès au droit, les avocats.
 - Les travailleurs sociaux des Maisons Départementales,
 - Les C.C.A.S. du secteur Ouest,
 - Les associations luttant contre les violences intrafamiliales,
 - La gendarmerie et la police Nationale.

* Le déroulement de la médiation familiale:

Sont proposés:

- Des séances d'informations collectives, gratuites,
- Des entretiens individuels d'information de 1 heure (information préalable gratuite),
- Des entretiens communs d'une durée de deux heures, leurs nombres dépendant des besoins du public.
- Des entretiens avec les enfants lorsque les parents et/ou le médiateur évaluent leurs pertinences.

Une participation financière est demandée aux médiés, établie selon un barème établi par la CAF.

* Activités complémentaires:

1. Accompagnement à la parentalité à destination des parents, des institutions, des associations et autres structures œuvrant dans le domaine de l'accompagnement à la parentalité.
2. Action CAF/Justice: Accompagner les allocataires en situation de séparation conflictuelle et faire respecter le principe de l'obligation alimentaire :

Dans le cadre du partenariat CAF/TI (nouvellement ARIPA) et parentalité, Horizon Médiation est missionnée



Règles et méthodes comptables

principalement sur le secteur Ouest de La Réunion pour recevoir les parents, allocataires ou non, et:

- Les aider à trouver un accord amiable en vue de garantir l'exercice conjoint de l'autorité parentale et le versement de la contribution financière à l'entretien et l'éducation des enfants.
- Leur expliquer les différentes démarches administratives notamment les conditions d'ouverture de droit à l'Allocation de Soutien Familial complémentaire depuis la mise en place d'un décret le 1er juillet 2018.

Cet accompagnement se fait sous forme d'informations collectives et/ou sur rendez-vous, en recevant les deux parents.

L'association anime à la demande de la CAF une fois par mois des réunions appelées "rester parent après la séparation".

3. Expérimentation: tentative de médiation familiale préalable obligatoire (TMFPO) pour les personnes qui dépendent du tribunal de Saint-Denis:

La loi de modernisation de la justice du XXe siècle prévoit à titre expérimental, pendant trois ans (prolongée pour l'année 2023), un aménagement des règles régissant la procédure en matière familiale.

Onze régions ont été désignées, La Réunion en fait partie par le biais du TI de saint Denis.

Horizon Médiation est une des associations ayant signé le protocole d'expérimentation, expérimentation qui a débuté le 1er septembre 2017.

Il instaure une tentative de médiation familiale "obligatoire" sous peine d'irrecevabilité dans le cas de saisine du juge aux affaires familiales en vue de la modification des décisions fixant les modalités de l'exercice de l'autorité parentale ou la contribution à l'entretien et l'éducation de l'enfant ainsi que les dispositions contenues dans la convention homologuée, le lieu de résidence habituelle du ou des enfants, le droit de visite et d'hébergement.

Le demandeur doit être informé du caractère obligatoire de la tentative de médiation familiale.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



Règles et méthodes comptables

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé



Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	449			449
Immobilisations incorporelles	449			449
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels				
- Instal.générales, agencements aménagements divers	2 337			2 337
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	10 407	723	600	10 530
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	12 744	723	600	12 867
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	950			950
Immobilisations financières	950			950
ACTIF IMMOBILISE	14 143	723	600	14 266



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		723		723
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		723		723
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		600		600
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		600		600

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	449			449
Immobilisations incorporelles	449			449
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels				
- Instal.générales, agencements aménagements divers	1 971	337		2 308
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 446	1 410	510	8 346
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	9 417	1 747	510	10 654
ACTIF IMMOBILISE	9 866	1 747	510	11 103

Notes sur le bilan

Actif circulant



Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 80 936 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	950		950
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	5 281	5 281	
Autres	74 404	74 404	
Charges constatées d'avance	301	301	
Total	80 936	79 986	950
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes



Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 51 680 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	101	101		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 122	2 122		
Dettes fiscales et sociales	36 703	36 703		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	1 302	1 302		
Produits constatés d'avance	11 453	11 453		
Total	51 680	51 680		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact non parven	116
Interets courus a payer	101
Dettes prov. congés a payer	14 468
Chges sociales congés a payer	3 350
Charges a payer	1 302
Total	19 337

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance



	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	301		
Total	301		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	11 453		
Total	11 453		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 3 906 EURO

Honoraire des autres services : 0 EURO

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		32 438	36 230	209 671		278 339
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						278 339

